

Discours de Willy Brandt devant le Bundestag sur la construction du mur de Berlin (Bonn, 18 août 1961)

Légende: Le 18 novembre 1961, Willy Brandt, bourgmestre régnant de Berlin, tient devant le Bundestag un discours dans lequel il dénonce la construction du mur de Berlin et le viol du statut quadripartite par l'Union soviétique.

Source: Verhandlungen des deutschen Bundestages. 3. Wahlperiode. 167. Sitzung vom 18. August 1961. Stenographische Berichte. Hrsg. Deutscher Bundestag und Bundesrat. 1961, Nr. 49. Bonn.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_willy_brandt_devant_le_bundestag_sur_la_construction_du_mur_de_berlin_bonn_18_aout_1961-fr-8c749afa-e8ac-4840-ac25-3568a2d1a4d9.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Discours prononcé par Willy Brandt devant le Bundestag sur la construction du mur de Berlin (Bonn, 18 août 1961)

Brandt, maire actuel de Berlin (salué par les applaudissements du SPD): Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, il n'est pas fréquent qu'un membre du Bundesrat prenne la parole devant cette Haute Assemblée. Le fait que je me présente devant vous aujourd'hui au nom du Land de Berlin est le reflet de la situation extraordinaire dans laquelle nous avons été plongés.

Il ne s'agit pas uniquement de Berlin. Il s'agit de la froide injustice qui a été perpétrée dans l'autre partie de l'Allemagne et dans le secteur est de ma ville: vous avez tous vu les images des barbelés, des poteaux et des murs en béton, des blindés, des chevaux de frise et des soldats armés. Ce qui s'est passé est plus qu'une injustice criante.

Il faut garder à l'esprit les innombrables tragédies humaines qui se déroulent ces jours-ci. Au beau milieu de la ville qui, malgré la division administrative, avait encore conservé des milliers de liaisons quotidiennes, on a planté les poteaux en béton d'une frontière qu'on transforme en une sorte de muraille de Chine.

On déchire encore plus, on démolit brutalement ce qui était uni. Le droit à la libre circulation a été piétiné. Pourtant, pouvoir fuir un pays pour un autre est un droit humain élémentaire. C'est d'autant plus vrai quand il s'agit de se réfugier à l'intérieur d'un même pays et à l'intérieur d'une même ville.

C'est pourquoi Berlin estime qu'il faudrait surtout que soit prise une initiative pour dénoncer au niveau international cette violation flagrante des droits de l'homme dont la protection est un devoir essentiel des Nations unies. On ne peut pas se réserver le recours à ce forum mondial pour le cas où le monde serait en feu.

(Applaudissements du SPD et de certains députés du FDP)

Nous nous trouvons dès à présent dans une situation qui rend nécessaire l'intervention des institutions internationales, d'autant plus que les principaux intéressés ne croient plus pouvoir se défendre efficacement contre les actes de violation du droit et d'agression sans mettre la paix en danger.

Dans la zone bâillonnée par Ulbricht et tenue en échec par les chars soviétiques, ainsi que dans Berlin-Est, occupée et annexée par Ulbricht, les gens sont remplis de haine et de désespoir. Ils sont dominés par un sentiment d'abandon infini.

(Très vrai! sur les bancs du SPD)

Ils doivent réprimer leur indignation. Aucun d'entre nous ne voudra les abandonner à leur désespoir.

C'est aussi pour cette raison qu'il est bon que le Bundestag allemand se soit réuni, et les nombreux signes de cohésion et de solidarité de ces jours-ci font chaud au cœur. Nous ne pouvons pas aujourd'hui – c'est l'opinion de Berlin – continuer à parler affaires avec les gens d'Ulbricht, ni agir comme s'il ne s'était rien passé de particulier.

(Vifs applaudissements dans toute l'assemblée)

Pour la ville de Berlin, une nouvelle situation est apparue. Elle n'existe plus en tant que lieu de contacts humains quotidiens entre l'Ouest et l'Est. Et la soupape par laquelle l'excès de la pression exercée par l'État d'Ulbricht pouvait jusqu'à présent s'échapper a également été éliminée.

Mesdames et Messieurs, l'année dernière, plus de 9 millions de places pour des manifestations culturelles ont été distribuées à des Berlinoises de l'Est et à des habitants des régions situées le long de la frontière de l'Allemagne de l'Est. Soixante mille citoyens de ma ville qui ont leur domicile à Berlin-Est ont trouvé du travail à Berlin-Ouest. Je connais quelques cas de personnes qui, récemment, ont rampé la nuit au travers des barbelés pour venir dire au revoir à leurs collègues de travail, et qui sont ensuite retournés, les yeux pleins de larmes, - derrière les barbelés, parce que leurs femmes, leurs enfants et leurs parents sont là-bas. Berlin n'est plus le lieu où les gens pouvaient venir respirer l'air de la liberté et prendre des forces avant de retourner vers le triste quotidien de leur zone.

Dans la mesure de ses moyens limités, le Sénat de Berlin – et je souhaite porter ceci officiellement à la connaissance de la Haute Assemblée – a fait ou entrepris ce que la situation exigeait. Il a veillé à ce que l'ordre soit maintenu dans la ville et à ce que la vie économique ne sombre pas dans le chaos.

Depuis cette tribune, je dois demander instamment que, maintenant plus que jamais, des commandes soient passées à Berlin.

(Vifs applaudissements dans toute l'assemblée)

La ville libérale de Berlin ne peut pas vivre sans qu'elle-même et ses amis aient confiance en sa viabilité et sa force vitale. Il faudra plus que jamais en faire une grande ville moderne marquée par la créativité économique et culturelle.

Mes concitoyens ont confiance dans les garanties que les Alliés ont données en ce qui concerne la liberté de la population de Berlin-Ouest, la présence des troupes alliées à Berlin-Ouest et l'accès depuis et vers Berlin-Ouest. Je ne suis pas seulement convaincu, je sais – et je l'ai dit ces jours-ci à mes concitoyens à l'occasion d'une grande manifestation – que franchir la ligne qui a été tracée serait plus qu'un risque. Ces garanties sont aujourd'hui des garanties de paix. Elles sont la base de notre existence à Berlin. Mais cela vaut également pour l'Allemagne de l'Ouest et pour l'Ouest en général.

Les Berlinoises ont prouvé depuis plus de douze ans qu'ils préfèrent supporter des privations plutôt que de plier sous le joug d'une nouvelle dictature.

(Applaudissements dans toute l'assemblée)

Aujourd'hui, malgré d'amères déceptions, il s'agit plus que jamais, là et ailleurs, de nous tenir fermement et résolument aux côtés de nos amis.

(Nouveaux applaudissements dans toute l'assemblée)

J'ai lu hier dans une correspondance que ce qui s'est passé dimanche était «une mesure des communistes dans leur sphère d'influence, et non pas une mesure contre la liberté dans la sphère de l'Ouest». Je tiens ce point de vue pour erroné.

(Tout à fait exact! sur les bancs du SPD)

Tout d'abord, les intérêts de la ville libérale de Berlin sont directement compromis, comme je l'expliquerai tout à l'heure. Ensuite, la vie de notre population coupée en deux est profondément affectée. Mais surtout, il ne devrait plus y avoir de déclaration qui excuse indirectement l'acte d'occupation illégitime du secteur Est.

(Applaudissements du SPD et de certains députés des autres groupes parlementaires)

Ces jours-ci, ce n'est pas seulement le destin d'innombrables individus qui se joue ici. Ces jours-ci, il se passe

quelque chose qui concerne notre peuple, dans les deux parties de notre pays. Ceux qui vivent d'un côté demandent aux autres s'ils vont être abandonnés à leur sort. Ils demandent aux autres quelle valeur nous, qui sommes libres, accordons à l'équité et à la solidarité.

Un désastre sans nom s'est déjà abattu une fois sur notre peuple et sur l'humanité parce que nous avons fait peu de cas de la loi et de la morale, parce que nous avons cru que le destin des autres ne nous concernait guère, tant que nous nous portions bien.

(Applaudissements du SPD)

Le maire actuel de Berlin a reçu ces jours-ci de toutes les parties de la population d'innombrables preuves qu'il est erroné de croire que les citoyens de la République fédérale ne comprennent pas ce qui s'est passé depuis dimanche à Berlin et dans la zone. Notre peuple n'est pas devenu de glace. Notre peuple a gardé le sens de la responsabilité commune. Et cela, il est important que nos compatriotes, là-bas, dans la zone, le sachent.

(Applaudissements de la part du SPD et de certains députés des autres groupes parlementaires)

Ce qui s'est passé à Berlin-Est, c'est l'entrée d'une armée sur un territoire sur lequel elle n'a rien à faire.

(Vifs applaudissements dans toute l'assemblée)

L'armée dite populaire avec ses organisations connexes a annexé Berlin-Est. Elle a broyé le statut quadripartite sous les chenilles de ses chars.

(Approbation du SPD)

Les ordres qui ont mené à cette situation émanent du «Conseil des ministres de la République démocratique allemande». Les ordres qui ont interrompu la circulation du métro et des trains de banlieue ont été signés par le «ministre des Transports de la République démocratique allemande». Les ordres qui ont interdit aux habitants de Berlin-Est d'entrer dans Berlin-Ouest ont été signés par le «ministre de l'Intérieur de la République démocratique allemande». L'autorisation pour les «Berlinois de l'Ouest pacifiques» d'entrer dans le secteur est de la ville vient du ministre de l'Intérieur de la «République démocratique allemande». C'est la même chose pour les dispositions qui concernent les habitants de l'Allemagne de l'Ouest. Le ministre de l'Intérieur de la soi-disant RDA a autorisé les ressortissants étrangers, y compris les membres du corps diplomatique et des forces armées d'occupation occidentales, à utiliser dans un premier temps 13 points de passage vers le secteur est; pour le moment, il y en a 12, j'ignore combien il y en aura à l'avenir. Pour le maire de Berlin-Est, il n'est resté que la déplorable mission d'annoncer à ses citoyens qu'ils ne sont plus autorisés à travailler à Berlin-Ouest et de les inviter à chercher un nouveau travail.

Le gouvernement de la zone a bel et bien étendu sa quasi-souveraineté à Berlin-Est. Il a annexé Berlin-Est et il a exercé cette souveraineté sur tous ceux – je répète – sur tous ceux qui pourraient envisager d'entrer à Berlin-Est.

(Herbert Wehner (député): Tout à fait vrai!)

Voilà les choses telles qu'elles sont, que rien ne saurait embellir, et qu'on ne peut pas ignorer sans se mentir à soi-même.

La reconnaissance des réalités créées par un pouvoir armé est une forme très forte de reconnaissance d'une organisation étatique. Ceux qui ont lu ces derniers jours l'organe du comité central du Parti communiste unifié *Das Neue Deutschland* connaissent les propos de triomphe, de satisfaction, d'orgueil et de sarcasme à l'égard de l'Ouest qui y sont tenus. Dans les dernières dispositions des autorités de la zone, la limite du secteur a même été désignée administrativement par – je cite – «la frontière de la République démocratique allemande».

(Vous entendez! Vous entendez! À droite)

Ce qu'on désignait jusqu'à présent comme la frontière de l'État – les barrières à la limite est du secteur est – a été avancé jusqu'à la *Potsdamer Platz* et à la Porte de Brandebourg.

Et alors – si j'ai bien lu –, l'ambassadeur soviétique vient déclarer que le Premier secrétaire du parti, Khrouchtchev, ne veut pas aggraver la situation à Berlin.

(Vous entendez! Vous entendez! dans les rangs du SPD)

Des paroles semblables ont déjà été prononcées par d'autres dans le passé.

(Approbation du SPD)

On se sert un peu, puis on dit que pour le moment ça suffit.

Évidemment – comme l'ont dit les Berlinoises ces jours-ci devant l'Assemblée des députés et ailleurs, et comme je le dis ici aujourd'hui –, les relations avec le gouvernement de l'Union soviétique ne peuvent pas ne pas être affectées par la violation révoltante du droit qui a eu lieu le 13 août dernier.

(Applaudissements du SPD ainsi qu'au centre et à droite)

Bien entendu, nous ne pouvons pas faire et nous ne ferons pas comme si ce qui est arrivé pouvait être isolé et ignoré. Bien entendu, vu la violation flagrante des droits de l'homme, nous ne pouvons pas négocier sur un accord culturel comme si de rien n'était.

(Applaudissements du SPD et de la CDU/CSU)

Il va de soi que ceux qui portent une responsabilité en Allemagne – le gouvernement fédéral et, à notre niveau plus modeste, le Sénat de Berlin – n'ont pas l'intention de faire quoi que ce soit qui puisse aggraver la situation internationale. Aucune ville et aucun peuple au monde ne pourraient souhaiter plus que Berlin et que le peuple allemand que la paix soit préservée; et je suis convaincu qu'elle le restera. Mais le gouvernement de l'Union soviétique ne doit pas croire qu'il peut nous donner une giflette et que nous allons garder le sourire.

(Vifs applaudissements du SPD – Applaudissements au centre et à droite)

Les plus de deux cent cinquante mille personnes qui se sont rassemblées avant-hier de leur propre initiative devant l'hôtel de ville de Berlin et qui, révoltées et amères, ont dénoncé, face au monde entier, la honte de ces derniers jours ont fait savoir, en même temps que mon collègue Amrehn et moi-même, qu'elles n'auraient aucune compréhension pour une attitude – qui pourrait se manifester en République fédérale ou ailleurs dans le monde occidental – à laquelle manquerait le plus élémentaire respect de soi. Un ver se tord encore quand on lui marche dessus.

Pour les puissances protectrices occidentales, les événements de dimanche dernier signifient qu'elles ont été écartées des accords quadripartites relatifs à Berlin dans son ensemble. La déclaration des États du Pacte de Varsovie et l'annonce que le gouvernement de la zone a faite en se fondant sur cette déclaration signifient en réalité que la coresponsabilité des puissances occidentales pour l'Allemagne dans son ensemble est contestée, et ce avant même qu'intervienne le traité de paix séparé dont on a déjà tellement parlé.

Nos puissances protectrices occidentales ont également protesté très sérieusement hier à Moscou. En accord total avec nous, elles ont constaté la responsabilité de l'Union soviétique. Elles ont qualifié l'invasion d'illégale

et exigé l'annulation des mesures qui s'y rattachent. Ceci correspond également à l'avis du Sénat de Berlin et de la population berlinoise. En outre, les puissances occidentales ont attiré l'attention dans leurs notes sur le fait «que ce changement unilatéral du statut quadripartite de Berlin ne peut qu'aggraver la tension et les risques existants». Cette aggravation de la tension s'est produite. Le gouvernement de l'Union soviétique en est seul responsable,

(Herbert Wehner (député): Très vrai!)

lui qui ne veut pas renoncer à soutenir le régime d'Ulbricht, constitué de brutalité et d'incapacité.

(Applaudissements)

Il faut expressément attirer l'attention du gouvernement de l'Union soviétique sur le danger que constituerait son obstination à maintenir la violation des accords quadripartites. Mais les accords quadripartites déchiquetés par l'Union soviétique ne doivent pas devenir, tant qu'ils n'auront pas été rétablis, un obstacle que l'Ouest s'imposerait lorsqu'il s'agit de faire ce qui est nécessaire dans l'intérêt d'une ville de Berlin libre, faisant partie de l'Allemagne libre. Les relations entre la République fédérale et Berlin-Ouest ne doivent pas devenir plus lâches, elles devraient plutôt être resserrées.

(Applaudissements du SPD, du FDP et de certains députés CDU/CSU)

La République fédérale, qui assume la représentation du Land de Berlin sur le plan international, ne peut conclure aucun traité international sans que les intérêts de Berlin ne soient préservés.

Le Sénat de Berlin estime qu'il serait bon qu'il y ait des signes visibles de la présence alliée et des droits alliés et que toutes les initiatives politiques possibles soient prises. Il attend en outre que le monde entier soit sensibilisé à cette nouvelle injustice et il est évidemment prêt à collaborer à cette initiative.

Le Sénat de Berlin a souligné devant la Chambre des députés, devant la population de Berlin et devant le gouvernement fédéral qu'il fallait prendre des mesures non militaires convaincantes. Il n'associe à cela aucun reproche à l'encontre des alliés occidentaux. Mais il n'est pas d'avis qu'il faille prendre des contre-mesures qui déclencheraient des rires retentissants de la *Potsdamer Platz* jusqu'à Vladivostok.

(Applaudissements de la part du SPD et du FDP)

Il ne veut pas d'annonces auxquelles il n'est pas donné suite.

(Nouveaux applaudissements bruyants du SPD et du FDP)

Il estime préférable de donner à tout notre peuple l'image la plus claire possible des faits tels qu'ils sont et de la nouvelle réalité à laquelle nous serons confrontés s'il n'est pas possible d'annuler la violation du droit. Toutes les personnes concernées doivent être pleinement conscientes que les mesures de dimanche dernier n'ont été qu'un prélude. Elles ont été le premier acte d'un drame dont le deuxième acte a déjà été annoncé.

Le Premier secrétaire soviétique a concrétisé la moitié de ses exigences pour ce qu'il appelle une «ville libre de Berlin-Ouest». Il a pris lui-même ce qu'il avait demandé. De telles victoires partielles n'ont toujours fait qu'augmenter l'appétit d'une dictature.

(Applaudissements de la part du SPD, du FDP et de certains députés de la CDU/CSU)

C'est là que réside le vrai danger de la situation.

Le maire actuel de Berlin ne peut que mettre en garde contre une attitude qui serait une prime pour la violation du traité, une récompense pour la violence. Elle serait pour Ulbricht une invitation à poursuivre la politique du fait accompli. La tension ne s'accroît pas parce qu'on dit la vérité, la tension s'accroît parce que des actes d'injustice unilatéraux sont commis.

(Applaudissements)

Au cours de la période qui a précédé ces événements, nous avons entendu souvent et de manière répétée que des négociations ne devaient pas se dérouler sous la menace. On estimait alors qu'il fallait lever l'ultimatum avant de pouvoir négocier. À notre avis, l'Ouest devra veiller, lors de négociations futures, à ne pas accepter une situation de chantage accompli.

(Applaudissements du SPD ainsi que de certains députés de la CDU/CSU et du FDP)

Nous avons appris qu'à la conférence de Paris, il a également été question d'une initiative occidentale de négociation. Il faut qu'il soit absolument clair que des négociations ne peuvent se dérouler que sur une base légale sans équivoque, sauf si – ce qu'aucun de nous n'ose croire – on était prêt, par une reconnaissance du fait accompli, à négocier un moins bon statut pour Berlin-Ouest.

Ce qui s'est passé dimanche – je le répète – n'est pas une menace directe pour Berlin-Ouest. Mais c'est une profonde entaille dans la vie de notre peuple, et c'est également un attentat contre la communauté occidentale. Je veux dire que c'est une question de crédibilité, il y va de la crédibilité de la politique occidentale.

On nous menace ouvertement de mettre en œuvre le deuxième acte du chantage, le traité de paix séparé, qu'on ne peut appeler que *diktat* de division. Un tel *diktat* est plus grave pour nous que le problème de la théorie des agents. Il ne s'agit pas d'histoires de cachets apposés mais de l'exigence que la République fédérale se rende coupable de parjure vis-à-vis de ses compatriotes dans la zone.

Les Berlinoises ne sont certainement pas seuls lorsqu'ils disent que la République fédérale ne pourra pas se résigner à un *diktat* de division.

(Applaudissements dans toute l'assemblée)

Elle ne pourra jamais le reconnaître, non seulement parce qu'elle ne peut pas enfreindre sa propre Constitution, qui nous contraint à agir en tant que représentants de tous les Allemands. La loi fondamentale oblige la République fédérale – comme cela a été répété ici – à se préoccuper des gens dans la zone occupée par les Soviétiques. La République fédérale ne peut ni ne doit reconnaître un *diktat* de division sans enfreindre la Constitution.

Nous sommes d'accord avec les alliés qui, par traité, ont eux aussi fait de la réunification l'objectif de leur politique. Eux non plus ne pourraient pas se résigner à un traité qui signifie l'inverse de la politique commune.

Nos compatriotes ne seront pas abandonnés. Nous sommes un peuple – les Berlinoises l'ont montré une fois de plus à leur manière face aux menaces de ces jours-ci – qui a aussi de l'amour-propre. Le droit et la morale nous obligent à adopter cette position. Mais cette attitude découle aussi de notre conviction démocratique; car sans cette attitude intègre et inébranlable, nous ouvririons nous-mêmes, par faiblesse ou par opportunisme, la voie à un nouveau nationalisme. Et cela, personne de ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, tiennent à la paix ne peut le souhaiter.

Le maire actuel de Berlin sait, avec ses concitoyens, que nous avons des mois difficiles devant nous. Espérons que nous saurons leur faire face.

(Vifs applaudissements prolongés du SPD – Applaudissements sur les bancs de la CDU/CSU et de la droite)